

DEMOCRATIE ET ECONOMIE

RENCONTRE – MAISON ROUSSEAU

Démocratie et Capitalisme – « Doux Commerce » Ou Aliénation Inéluctable ?

Marie-Laure SALLES



Bonjour à toutes et à tous. C'est un véritable honneur de participer à cet événement et de contribuer à la discussion importante qui va suivre. Je suis particulièrement heureuse que cette discussion ait lieu ici, dans ce lieu empreint d'âme et d'une atmosphère tout-à-fait particulière.

Le thème choisi pour cette rencontre – démocratie et économie – est à la fois essentiel et complexe. Dans le temps qui m'est imparti, je vous propose une exploration à la fois historique et macro sociologique, en trois actes, des liens croisés complexes entre libéralisme économique et libéralisme politique et plus spécifiquement entre capitalisme et démocratie.

- Le premier acte, que j'ai choisi d'intituler *Jumeaux des Lumières* nous parle du « doux commerce » et d'une vision libérale idéalisée.
- Pour le deuxième acte, plus contrasté, je propose le titre de *Liz Taylor et Richard Burton* – une métaphore pour illustrer une relation passionnée, conflictuelle mais persistante entre capitalisme et démocratie.

- Enfin le troisième acte, *Caïn et Abel*, parle des dérives possibles, lorsque le capitalisme – Caïn – par sa nature ou son évolution menace de détruire sa sœur jumelle, la démocratie – Abel.

Vers la fin de mon intervention, je ferai le lien entre cette discussion un peu théorique et la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Ceci afin, je l'espère, d'ouvrir vers certaines des discussions qui suivront.

I. La Double Promesse du Libéralisme

Dans une certaine lecture du libéralisme, capitalisme et démocratie sont envisagés comme produits jumeaux des lumières. Ils seraient nés ensemble, portés par une même aspiration à l'émancipation individuelle, à la liberté, à la rationalité et à l'autonomie. Je tiens à noter tout de suite les limites de ce projet d'émancipation – qui à l'origine laissait de côté une très large part de l'humanité.

Gerard de Laireesse
Allegory of the Freedom of Trade 1672.



Mais revenons à cette double promesse du libéralisme – à la fois politique et économique – qui contribue au projet Kantien : celui de la sortie de l'homme hors de l'état de minorité et de dépendance dont il est lui-même responsable. Le capitalisme en affirmant la propriété privée et la liberté d'entreprendre, et la démocratie en promouvant les droits civiques et la souveraineté populaire, constitueraient ainsi les deux piliers d'un projet moderne de société libre où les individus sont appelés à contrôler leur propre destin – tant dans la sphère économique que dans la sphère politique.

John Locke ou Charles de Secondat, Baron de Montesquieu vont un pas plus loin. Selon eux, les deux piliers que sont la liberté économique et la liberté politique ne se contentent pas de coexister : ils sont interdépendants, s'alimentent mutuellement, générant un véritable cercle vertueux. John Locke fonde à la fois la liberté politique et la liberté économique sur le droit naturel. Pour lui, le pouvoir politique ne peut être légitime que s'il repose sur le consentement des gouvernés. Sa mission principale doit être de garantir les droits fondamentaux des individus, au premier rang desquels le droit de propriété qui est garant de la liberté économique. La liberté politique garantit donc la liberté économique selon Locke – et la liberté économique entretient la liberté politique, en assurant l'autonomie des individus face au pouvoir. Pour Charles de Secondat, Baron de Montesquieu, le commerce adoucit les mœurs, en favorisant la modération, la tolérance et le respect mutuel. Ces conditions sont les fondements d'un régime politique fondé sur la liberté mais aussi d'une paix durable entre les nations. En parallèle, une société caractérisée par des mœurs douces et civilisées entretient un terreau favorable à l'expansion du commerce. Ainsi Montesquieu établit une relation circulaire vertueuse entre liberté et développement économique d'une part, progrès politique d'autre part.

C'est en partant de cette projection libérale idéalisée ou les jumeaux des lumières – liberté politique et liberté économique – se renforcent mutuellement que certains penseurs du 20ème siècle ont extrapolé une dynamique vertueuse similaire entre capitalisme et démocratie. Je ne mentionnerai ici que les deux figures les plus emblématiques – Friedrich von Hayek et Milton Friedman. C'est sans doute dans son ouvrage de 1944, *The Road to Serfdom*, que Friedrich von Hayek présente cette dynamique de la manière la plus claire. Il y affirme que le capitalisme constitue un système institutionnel garantissant la protection des individus contre le totalitarisme et souligne, à l'inverse, que « **le socialisme mène inévitablement au totalitarisme** ». Milton Friedman dit essentiellement la même chose dans son livre *capitalisme et liberté* paru en 1962 : « **Une société socialiste ne peut pas être aussi démocratique, dans le sens de garantir la liberté individuelle**, nous dit-il ». Il reconnaît par ailleurs que le lien structurel entre capitalisme et démocratie est nécessaire – mais pas suffisant : « **L'histoire, nous dit-il, suggère uniquement que le capitalisme est une condition nécessaire à la liberté politique. Clairement ce n'est pas une condition suffisante** ». L'idée est donc bien celle d'une affinité élective mais aussi d'une causalité partielle ne marchant que

dans un sens – la proposition commune à ces deux auteurs est que la démocratie est impossible sans capitalisme – le capitalisme (la liberté économique) est donc première. Sans elle, pas de liberté politique, pas de démocratie – même si cette dernière n'est pas non plus absolument garantie dans une société capitaliste.

II. Une Relation Intense, Passionnelle et Compliquée

Liz Taylor et Richard Burton incarnent l'image d'un couple légendaire, marqué par une relation aussi intense que tumultueuse. Passionnément liés – ils avaient tout autant une capacité à se déchirer. Cette image est peut-être plus adaptée à la relation historique compliquée du capitalisme et de la démocratie.



Who is afraid of Virginia Wolf, 1966

L'un des premiers à avoir eu l'intuition de ces tensions est sans doute Jean-Jacques Rousseau. Dans son *Discours sur l'Origine et les Fondements de l'Inégalité parmi les Hommes* (1755), il identifie l'inégalité comme point de bascule. Selon lui, la propriété privée – fondement du libéralisme économique – engendre nécessairement des inégalités. Celles-ci, en s'accompagnant de rapports de domination et de dépendance, mettent en danger l'égalité qui constitue le fondement même de la liberté politique. Selon Rousseau, l'enrichissement personnel encouragé par le capitalisme affaiblit la culture civique et la solidarité nécessaires à la sphère politique et démocratique. Cette mise en garde anticipait largement l'accélération des années 80 de notre siècle où la cupidité individuelle décomplexée s'imposait : *Greed is Good* – nous disaient Milton Friedman et Gordon Gekko. Je reviendrai un peu plus loin sur les conséquences.

Deux siècles plus tard, en 1942, Joseph Schumpeter met en lumière cette ambivalence dans son livre *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*. Il affirme, d'un côté, que « la démocratie

moderne est le produit du processus capitaliste », mais souligne également que cette relation n'est pas stable. Selon lui, la logique même du développement capitaliste – notamment sa tendance à la concentration économique et financière – conduit presque mécaniquement au socialisme. Il est intéressant de souligner que la dynamique de concentration est au niveau des entreprises et de la finance le miroir de l'augmentation des inégalités entre individus. Pour Schumpeter, l'avènement du socialisme marque la fin du libéralisme et de ses deux jumeaux – capitalisme et démocratie.

Dans son ouvrage *On Democracy*, publié en 1998, le politologue Robert Dahl analyse en profondeur les tensions entre capitalisme et démocratie. Pour illustrer la complexité de la relation, il propose l'image évocatrice d'un « couple tumultueux, déchiré par des conflits mais qui perdure », image qui m'a donné l'idée de la référence à Taylor et Burton. D'un côté, Robert Dahl insiste sur le fait que la démocratie, historiquement, n'a pu perdurer que dans des sociétés où l'économie de marché est prédominante. Une économie capitaliste favorise la démocratie en renforçant l'autonomie individuelle, en favorisant le développement d'une classe moyenne active, en décentralisant le pouvoir et en soutenant l'émergence d'institutions indépendantes. Mais Robert Dahl reconnaît aussi que cette relation a des contradictions inhérentes. Le capitalisme peut en effet fragiliser la démocratie en accentuant les inégalités économiques et la concentration du capital, en privatisant les biens publics et en donnant aux plus riches, ce faisant, une influence politique disproportionnée.

La tension entre capitalisme et démocratie semble donc provenir d'une contradiction fondamentale. La démocratie repose sur le principe d'égalité politique. Le capitalisme engendre quant à lui, par nature, des inégalités économiques qui déséquilibrent l'égalité politique et donc le fonctionnement démocratique.

III. Caïn et Abel

Robert Dahl reconnaît la complexité de ces tensions. Il n'en conclut pas pour autant à une rupture fondamentale. D'autres auteurs ont une lecture plus radicale. L'image que je propose ici est celle de Caïn et Abel – les deux fils aînés d'Adam et Eve.



Titien, *Caïn and Abel*, 1542

Caïn, consumé par la jalousie, la rivalité et le ressentiment tue son frère Abel, préféré de Dieu. Dans l'histoire des rapports entre capitalisme et démocratie, telle qu'interprétée par des traditions théoriques diverses, la démocratie est le plus souvent Abel et le capitalisme est Caïn – prêt à sacrifier son frère (ou sa sœur) pour préserver son avantage.

Commençons avec Tocqueville. Le plus grand risque selon Alexis de Tocqueville semble provenir d'une primauté de l'égalité sur la liberté qui finirait par détruire la dynamique démocratique :

« Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté ; laissés à eux-mêmes, ils la recherchent, ils l'aiment, et ils la voient disparaître avec regret. Mais pour l'égalité, leur passion est ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. » *De la Démocratie en Amérique*, tome II, partie II.

Lorsque la passion pour l'égalité n'est pas contenue, tempérée par une vigilance extrême pour la liberté, Tocqueville nous prévient qu'elle peut pousser les peuples à préférer l'uniformité à l'autonomie. La démocratie glisse alors vers un despotisme doux, une forme de servitude volontaire, de tyrannie de la majorité. Dans cette dynamique, la démocratie s'auto-sacrifie en réalité.

Quelques années plus tard Karl Marx se saisit du sujet. Pour Marx, l'union entre capitalisme et démocratie n'est qu'un mariage de convenance, une alliance de circonstance qui est en réalité profondément contre-nature. En effet, les rapports de domination inhérents au capitalisme rendent illusoire, selon lui, toute cohabitation avec une démocratie authentique. Par essence, le capitalisme s'oppose au principe même de la Démocratie – comme Caïn s'oppose à Abel

jusqu'à le tuer. Cependant, selon Marx, l'histoire finit bien. Les contradictions internes de la dynamique capitaliste, portent en elles les germes de sa destruction et de son dépassement. Ce processus dialectique doit, à terme, conduire à l'émergence d'une société communiste, fondée sur une égalité véritablement démocratique. C'est finalement Caïn qui disparaît, tandis qu'Abel renaît de ses cendres, triomphant !

Le tournant du 20ème siècle est important, car il est marqué par une transformation majeure du capitalisme, avec des conséquences profondes. Cette évolution commence aux Etats-Unis et a trois dimensions principales :

1. La généralisation de la société anonyme comme forme juridique dominante – corporatisation du capitalisme
2. L'association de cette structure avec un principe de responsabilité limitée ;
3. La concentration économique et financière à grande échelle, menant à l'oligopolisation de nombreux secteurs.

Cette évolution ne fait, finalement, qu'exacerber les contradictions et tensions déjà évoquées. Alors même que la vague de fusion (connue comme le Great Merger Wave) redéfinissait en profondeur le capitalisme américain, le juriste Louis D. Brandeis – futur juge à la cour suprême à partir de 1916 – résumait la situation dès 1899 par ces mots percutants : « **Nous pouvons avoir la démocratie dans ce pays, ou nous pouvons avoir une richesse immense concentrée entre les mains de quelques-uns, mais nous ne pouvons pas avoir les deux** » (1899).

Ce nouveau capitalisme – bien éloigné de l'image classique de la main invisible d'Adam Smith – s'est progressivement imposé au 20ème siècle. Dans le contexte géopolitique du siècle américain, ce « modèle américain » de capitalisme, comme je l'ai appelé dans mes propres travaux, s'est largement diffusé – d'abord dans les pays occidentaux, notamment sous l'impulsion du Plan Marshall, puis à l'échelle mondiale, porté par une globalisation triomphante.

A partir des années 1970 et 1980, ce modèle a évolué. Pour simplifier on peut dire qu'il s'est néolibéralisé – avec trois tendances marquées :

1. Une financiarisation accrue – avec une priorité absolue donnée aux intérêts des actionnaires,
2. Une dérégulation massive
3. La privatisation ou quasi-privatisation de nombreux secteurs qui étaient jusque-là en dehors de la logique marchande (les industries d'infrastructure, la santé, l'éducation, la culture, les médias, le secteur public...)

C'est à partir de ce moment que l'impact de ce modèle sur nos démocraties devient de plus en plus préoccupant.

La concentration économique et financière, la privatisation, la dérégulation ainsi que la baisse de la fiscalité pour les entreprises et les contribuables les plus riches ont accentué et accéléré la progression des inégalités. Dans nos démocraties occidentales, cette dynamique a même fragilisé les mécanismes méritocratiques qui permettaient une certaine mobilité sociale.

Cette évolution s'est accompagnée d'un accroissement significatif du pouvoir politique des acteurs économiques, porté par le renforcement du lobbying et l'essor du financement d'influence. Ce dernier prend des formes multiples : d'une part, une dérive ploutocratique des processus démocratiques à travers le financement direct des campagnes électorales et des candidats ; d'autre part une prise de contrôle croissante sur les médias, y compris plus récemment les media sociaux, mais aussi le financement d'une constellation de Think Tanks, voire même une action à travers le financement de la recherche, qui s'opère en parallèle d'une baisse des financements publics.

Dès 1951, l'historien américain, Robert McCloskey avait proposé une analyse éclairante de cette évolution dans son ouvrage, *American Conservatism in the Age of Enterprise*. Il y rappelle que le projet américain s'est initialement construit autour de l'aspiration à la liberté politique – sans toutefois intégrer, et il faut le souligner, ce qu'il ne fait pas, une part importante de la population historiquement exclue de ce projet fondateur, les femmes, les peuples autochtones, les esclaves et plus généralement les noirs américains. Dans cette perspective, la démocratie / Abel est donc la fille préférée, historiquement, de ce pays neuf. La démocratie repose sur une hiérarchie de valeurs, dont la plus haute est la liberté morale et politique de l'individu. Cette liberté morale et politique est soutenue par des droits importants mais

secondaires – comme la liberté d’expression et de religion mais aussi la liberté économique. Cette dernière est pensée dans ce cadre comme une liberté secondaire, au service de la liberté politique. Pour reprendre les termes mêmes de McCloskey – « Cette liberté n’est pas fondamentale ; elle ne se justifie pas par elle-même ; elle est liée à la valeur démocratique principale en tant que moyen en vue d’une fin. »

Or, selon McCloskey, la transformation du capitalisme américain au tournant du 20ème siècle provoque un bouleversement majeur – c’est à partir de ce moment que les Etats-Unis vont commencer à ériger la liberté économique – telle qu’elle s’exprime dans cette nouvelle forme de capitalisme – en valeur suprême du système américain. Alors qu’elle était auparavant subordonnée à la liberté morale et politique, elle devient progressivement une fin en soi. McCloskey identifie ce moment comme celui d’un renversement profond des valeurs – c’est alors que Caïn prend le pas sur Abel.

Plus problématique encore, la remise en question des dynamiques démocratiques s’est progressivement cristallisée en un récit décomplexé, notamment à partir des années 1970 avec le tournant néolibéral pris par le capitalisme américain, et par extension global.

Là où Friedman et Hayek défendaient dans les années 1950 une synergie vertueuse entre libéralisme économique et libéralisme politique, leur position évolue radicalement quelques décennies plus tard. En 1973, à la suite du coup d’état qui renverse Salvador Allende, Friedman et ses « Chicago Boys » prennent les rênes de l’économie chilienne sous le régime autoritaire de Pinochet. Milton Friedman parlera alors du « miracle chilien » - celui d’un régime ayant instauré une société de marché conforme aux prescriptions de l’Ecole de Chicago, en opposition directe au projet socialiste d’Allende, sans mention du fait que ce « miracle » n’a été rendu possible que par la destruction de la démocratie. En 1978, Hayek ira jusqu’à affirmer publiquement :

« Je n’ai pas trouvé une seule personne, même dans un Chili tant décrié, qui ne soit d’accord pour dire que la liberté individuelle était bien plus grande sous Pinochet que sous Allende. »

Friedrich von Hayek, *Times of London*, 1978.

Ce qu’il entend par liberté ici est clairement et uniquement la liberté économique.

Dans cette logique, Caïn doit tuer Abel. La liberté politique incarnée par les régimes démocratiques est en effet vue comme un facteur de risque : elle semble pouvoir menacer les fondements nécessaires au fonctionnement d'un capitalisme globalisé et dérégulé. En 1981, dans un article publié dans *El Mercurio*, un journal chilien, Hayek insiste. Il affirme : « **personnellement, je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique dépourvu de libéralisme.** » Ces affirmations marquent un tournant : le libéralisme perd l'un de ses deux piliers, le fils (ou la fille) préférée qui plus est du projet américain original. La dimension économique devient non seulement dominante, mais sa préservation est désormais considérée comme suffisamment cruciale pour justifier l'effacement – voire la destruction – d'Abel, du libéralisme politique qui sous-tend la démocratie.

Dans les années 1980, Milton Friedman est aussi invité en Chine à plusieurs reprises. En 1990, il publie *Friedman in China*, un ouvrage dans lequel il défend l'idée qu'un régime autoritaire, s'il est dirigé par des réformateurs éclairés, peut être plus efficace pour mener des transformations économiques radicales, précisément parce qu'il échappe aux lenteurs et aux compromis inhérents aux systèmes démocratiques. Là encore, Caïn prime et doit s'imposer quitte à détruire Abel. En 2007, dans un article au titre évocateur – *How Capitalism is Killing Democracy*, l'économiste Robert Reich tirait la conclusion de cette évolution : « **Le capitalisme de marché était censé conduire à des sociétés libres. Au lieu de cela, l'économie mondiale survoltée (super-charged) d'aujourd'hui érode le pouvoir du peuple dans les démocraties du monde entier. Bienvenue dans un monde où le profit prime sur le bien commun et où le gouvernement cède sa place aux grandes entreprises.** »

La conviction selon laquelle Abel – la démocratie – doit nécessairement être sacrifiée s'affirme de manière de plus en plus décomplexée avec la troisième grande mutation du capitalisme américain celle qui est encore en cours – vers une variante techno-capitaliste. Cette nouvelle phase s'inscrit dans la continuité des logiques déjà présentes mais place désormais la révolution numérique au cœur de la production de valeur. En 2009, Peter Thiel, qui se posait jusqu'alors comme libertarien convaincu, affirme très fermement : « **Surtout, je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles.** » — *Peter Thiel, 2009*. Par liberté, il entend bien sûr uniquement la liberté économique. Il continue en observant que « **Le capitalisme n'est pas populaire auprès des masses, ce qui signifie qu'à mesure que la démocratie s'étend,**

les foules exigent davantage de concessions de la part des capitalistes sous forme de redistribution et de régulation ». La solution est évidente, moins de démocratie ou même plus du tout ! D'où la tentation de Trump dès 2016 et encore plus en 2024. Comme le journal *The Guardian* le souligne dès juillet 2016, dans un article au titre évocateur - « Donald Trump représente l'accomplissement du souhait de Thiel de construire un mouvement politique réussi pour moins de démocratie. » *The Guardian*, 21 juillet 2016, « Donald Trump, Peter Thiel and the Death of Democracy ».

Derrière le deuxième mandat de Donald Trump, on trouve le projet 2025, porté par la *Heritage Foundation*, mais aussi nourri par une vision techno-capitaliste radicale, celle de Peter Thiel et de Curtis Yarvin. Ancien informaticien devenu penseur autoproclamé — se présentant comme philosophe politique, historien et surtout blogueur influent — Yarvin inspire à la fois la Silicon Valley (Thiel inclus), et la nébuleuse de Think Tanks gravitant autour du réseau Atlas, dont la *Heritage Foundation* a longtemps été un acteur central. Par ricochet, son influence s'étend jusqu'aux cercles du pouvoir Trumpien.

Dans un billet de blog publié en 2008 sous le pseudonyme de Mencius Moldbug, Yarvin propose une liquidation totale des institutions démocratiques, de la constitution, et de l'état de droit. Il propose de transférer le pouvoir à un 'PDG-en-chef' — suggérant Steve Jobs ou Marc Andreessen — afin de transformer le gouvernement en une entreprise ultra-rentable. Ce nouveau régime, selon lui, devrait vendre les écoles publiques, détruire les universités, abolir la presse et emprisonner les 'populations décivilisées'. Il licencierait également massivement les fonctionnaires (une politique que Moldbug appela plus tard RAGE — *Retire All Government Employees...* le lien avec le projet d'Elon Musk dans le contexte du *Department of Government Efficiency* – DOGE – est assez clair). Ce régime techno-monarchiste mettrait aussi fin aux relations internationales, y compris les garanties de sécurité, l'aide étrangère et l'immigration de masse. Toute ressemblance avec des évolutions récentes n'est bien sur absolument pas fortuite...

Cette vision dystopique, autrefois marginale, s'inscrit désormais dans une dynamique idéologique qui gagne en légitimité dans les cercles du pouvoir américain.

En conclusion, je voudrais souligner un certain nombre de points qui me semblent clefs :

1. Nous sommes aujourd'hui dans une dynamique qui correspond au troisième scénario, celui de Caïn détruisant Abel. Et le processus est assez avancé – même si Abel n'est pas encore complètement mort.
2. Si l'on revient au cœur de la tension entre libéralisme politique et libéralisme économique tel qu'identifié déjà par Rousseau, on trouve l'inégalité. C'est aujourd'hui encore – toujours plus je dirais – le nœud du problème. Pour résumer grossièrement les 1% les plus riches (80 millions d'individus) possèdent plus de richesses que les 95% les plus pauvres. Trois mille milliardaires possèdent l'équivalent de 15% du PIB mondial.
3. Cette inégalité est d'une certaine manière le cancer au cœur de la démocratie – le pouvoir économique s'est transformé en pouvoir et influence politique sur une échelle qui est encore démultipliée aujourd'hui par la puissance des technologies digitales.
4. Mais j'ai aussi essayé de montrer à travers cette exploration historique qu'une telle évolution n'est pas irréversible – elle n'est ni nécessaire ni naturelle. Mais il faut savoir identifier les leviers structurels.
5. Dans un contexte où nous avons des enjeux communs majeurs – comme par exemple l'enjeu environnemental – il est important de réfléchir à ce qui nous attend. Si les démocraties ne se saisissent pas de manière efficace de cet enjeu, il est fort à parier que ceci génère un nouvel affaiblissement des dynamiques démocratiques.
6. Par contre cet enjeu peut aussi être vu comme une véritable opportunité pour Abel. Si nous réussissons à raviver, à réinventer des dynamiques démocratiques pour porter la question environnementale de manière forte et efficace, en en faisant de manière intelligente un outil pour retisser le lien social qui s'est effondré, nous donnerons une nouvelle légitimité au pilier politique de notre liberté individuelle et collective. Je vois plusieurs lieux d'action prioritaires.
7. A travers une réflexion sur l'équilibre entre liberté économique et politique qui passe bien sûr à la fois par une prise de conscience des mécanismes de déséquilibre, par la régulation et l'action du politique, en recréant des espaces exploratoires de lien et de débat démocratique y compris à l'intérieur des acteurs et des lieux de l'économie, mais aussi par un retour au premier projet de l'éducation, celui qui s'attache à renforcer l'immunité du citoyen d'une démocratie vivante, nous pouvons encore faire en sorte

de refuser le futur qui se projette aujourd'hui comme probable mais qui n'est pas, loin de là, un futur désirable.

Les discussions qui vont suivre vont se pencher, j'en suis persuadée, sur ces questions et ces enjeux. Je vous remercie de votre attention et me réjouis des discussions à suivre.